



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU JEUDI 02 AVRIL 2015

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Direction Générale des
Services

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	60

Objet de la
délibération:
**Création de la
Commission
Intercommunale
d'Accessibilité**

L'an deux mille quinze le deux avril à dix huit heures, *le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Député du Var.*

PRÉSENTS :

AUDIBERT-TROIN Olivier, PIANETTI Claude, LECOINTE Jacques, ALEMAGNA Claude, PARLANTI Alain, CHILINI Bernard, BOYER Liliane, MARCY Valérie, PIERRUGUES Gérald, GALLIANO Gilbert, GRAS Raymond, MARTIN Hugues, MARIA Daniel, MATRAS Fabien, FANELLI Nicole, ROUVIER Georges, BALDECCHI Serge, BACQUET Yves, CARRIERE Christophe, DUFOUR Sophie, MARCEL Frédéric, AMOROSO Anne-Marie, AUGUIN Jutta, BOUCHER Alain, BOUZEREAU Gilbert, CAYMARIS Alain, CERET Stéphan, CHALOT-FOURNET Christine, CHARDES Bernard, COLLOMBAT Caroline, DUBOIS Brigitte, FIORINI Francine, FRANCIN Sylvie, GONZALES Nathalie, GUELLATI Malika, GUIOL Marie-Christine, HAINAUT Alain, LE POULAIN Yves, LEGRAIEN Françoise, LOEW Grégory, MAGAUD Fabrice, MARY-BOUZEREAU Sandrine, MICHEL Jacques, PELASSY Michèle, PREMOSELLI Christine, REGAZZETTI Francine, REIG Laure, ROUX Régis, RUDNIK Thierry, SANTONI Jean-Daniel, SENES Sylvain, VECCHIO Valéria, VIGIER Alain

REPRÉSENTÉ(S) :

Richard STRAMBIO pouvoir à Christine PREMOSELLI, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Mathilde KOUJI-DECOURT pouvoir à Alain VIGIER, Florence LEROUX pouvoir à Grégory LOEW, André MENET pouvoir à Jacques MICHEL, Jean-Pierre MOMBAZET pouvoir à Nicole FANELLI, Thierry PESCE pouvoir à Claude PIANETTI

ABSENT(S) :

AMBROSINO Franck, NICCOLETTI Christine, SONNEVILLE David

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Marie-Christine GUIOL

RAPPORTEUR : Monsieur Jacques LECOINTE

Communauté d'Agglomération
Dracénoise

Transmis le : 15 AVR. 2015

Affiché le 15 AVR. 2015

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

La mise en place d'une commission intercommunale d'accessibilité est associée à la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées et l'article L. 2143-3 du Code général des collectivités territoriales.

Ces dispositions obligent, lorsque la compétence en matière de transports ou d'aménagement de l'espace est exercée au sein d'un établissement public de coopération intercommunale (E.P.C.I) de 5 000 habitants et plus, à créer une commission intercommunale d'accessibilité auprès de ce groupement.

Cette commission est présidée de droit par le Président de la Communauté d'Agglomération Dracénoise ou son représentant, qui arrête la liste de ses membres.

Elle est composée de quatre collèges (dont le nombre de représentants n'est pas fixé par la loi) :

- Un collège d'élus de la CAD,
- Un collège représentatif des associations ou des organismes représentant les personnes handicapées pour tous les types de handicap, notamment physique, sensoriel, cognitif, mental ou psychique,
- Un collège représentatif des associations ou organismes représentant les personnes âgées,
- Un collège représentatif des acteurs économiques et des autres usagers du territoire.

En fonction de l'ordre du jour, toute personne dont l'audition peut être utile peut également participer aux travaux de la commission.

Les missions de la Commission Intercommunale d'Accessibilité sont les suivantes :

- Dresser le constat de l'état d'accessibilité du cadre bâti existant, de la voirie, des espaces publics et des transports,
- Etablir un rapport annuel présenté au Conseil d'agglomération,
- Faire toutes propositions utiles de nature à améliorer la mise en accessibilité de l'existant,
- Etre destinataire de l'agenda d'accessibilité programmée (AD'AP pour les bâtiments et Sd'AP pour les transports),
- Etre destinataire des documents de suivi et des attestations d'achèvement des travaux,
- Tenir à jour la liste des établissements recevant du public accessibles situés sur le territoire intercommunal et de ceux ayant engagé un agenda d'accessibilité programmée,
- Organiser un système de recensement de l'offre de logements accessibles aux personnes handicapées.

Par ailleurs, les communes membres de l' EPCI peuvent, au travers d'une convention passée avec le groupement, confier à la commission intercommunale tout ou partie des missions d'une commission communale, même si elles ne s'inscrivent pas dans le cadre des compétences de l'EPCI.

Lorsqu'elles coexistent, les commissions communales et intercommunales veillent à la cohérence des constats qu'elles dressent, chacune dans leur domaine de compétences, concernant l'accessibilité du cadre bâti existant, de la voirie, des espaces publics et des transports.

En conséquence, au vu de l'avis favorable de la Commission mixte « Administration générale et communication » et « Modernisation de l'action publique » réunie le 18 mars 2015, il est proposé au Conseil d'agglomération :

- De créer la Commission Intercommunale d'Accessibilité,
- De fixer à 16 le nombre de membres de la Commission, répartis comme suit :
 - 7 : le nombre de représentants du Conseil d'agglomération, auxquels s'ajoute le Président de cette commission,
 - 2 : le nombre de représentants des associations ou des organismes représentant les personnes handicapées,

- 2 : le nombre de représentants des associations ou organismes représentant les personnes âgées,
- 4 : le nombre de représentants des acteurs économiques et des autres usagers du territoire.
- De désigner les représentants de la CAD, comme suit :
 - Olivier AUDIBERT-TROIN, Président
 - Claude ALEMAGNA
 - Jean-Pierre MOMBAZET
 - Alain HAINAUT
 - Yves LE POULAIN
 - Jutta AUGUIN
 - Fabrice MAGAUD
 - Malika GUELLATI

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré, par 58 voix pour
2 abstention(s) :
RUDNIK Thierry, VECCHIO Valéria
décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 02 avril 2015



Olivier AUDIBERT-TROIN

Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.